

NOTE DE POLITIQUE

Renforcement de la résilience et de la participation des femmes à la gouvernance climatique dans le secteur agroalimentaire grâce aux politiques publiques

Kamaldeen Mohammed¹, Dina Najjar², et Elizabeth Bryan³

¹ Doctorant, Département de géographie et de l'environnement, Université Western, Canada

² Spécialiste principale en égalité des genres du Groupe de recherche politique, économique et sociale, Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), Rabat, Maroc

³ Scientifique principale, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington DC, États-Unis

Les femmes sont vulnérables aux conséquences néfastes du changement climatique, et leur implication active et leur participation à la prise de décision dans la lutte contre le changement climatique et la gouvernance du secteur agroalimentaire sont restreintes, en particulier dans les pays du Sud. De nouvelles recherches basées sur une revue documentaire stratégique effectuée dans le cadre de l'initiative de recherche HER+ du CGIAR (Harnessing gender and social equality for resilience in agrifood systems, en français : Résilience dans les systèmes agroalimentaires par le biais de l'égalité sociale et entre les genres) indiquent que les politiques publiques sont des instruments essentiels à l'amélioration de la participation des femmes à la gouvernance climatique et au renforcement de leur résilience.

Quels sont les enjeux ?

Étant donné que le changement climatique affecte les femmes de façons qui leur sont propres et qu'elles devraient contribuer de manière significative au renforcement de la résilience au climat du secteur agroalimentaire, les gouvernements doivent impérativement concevoir et adopter des politiques atténuant les contraintes basées sur le genre et renforçant les capacités de résilience des femmes en conformité avec les Objectifs de développement durable. Les politiques publiques sont essentielles à la fois au renforcement de la résilience des femmes au changement climatique et à la promotion de leur leadership dans la gouvernance climatique. En effet, ces politiques façonnent l'environnement socioéconomique et politique propice à la distribution des ressources productives et à la participation à la prise de décision. Cette note de politique



Résultats principaux

- Les politiques publiques utilisent des quotas, le renforcement des capacités et des mesures d'incitation pour promouvoir la participation des femmes à la gouvernance climatique.
- La facilitation de l'accès des femmes à des ressources agroalimentaires productives est essentielle à l'amélioration de leur résilience au climat.
- Les politiques publiques ne sont pas suffisamment mises en œuvre et évaluées pour discerner leur efficacité dans l'amélioration de la participation des femmes à la gouvernance climatique ou quant à leur résilience au changement climatique.

souligne tout d'abord comment les politiques publiques à différentes échelles peuvent améliorer la résilience des femmes au changement climatique et aux risques environnementaux. Elle accentue ensuite les moyens permettant une participation pleine et effective des femmes à la gouvernance climatique à différentes échelles. Elle s'appuie sur une revue documentaire effectuée dans le cadre de l'initiative de recherche du CGIAR intitulée HER+: Harnessing gender and social equality for resilience in agrifood systems. Les conclusions principales et les perspectives politiques sont présentées ci-dessous.

Conclusions principales

Participation et leadership des femmes dans la gouvernance climatique

Malgré l'augmentation des engagements politiques en faveur de l'égalité de genre, le pourcentage de femmes dans les délégations nationales participant à l'élaboration des traités internationaux a peu augmenté, passant de 30 à 38 % entre 2009 et 2021 (Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies ou CCNUCC 2021). De même, le pourcentage de femmes à la tête des délégations à la Conférence des parties est passé de 10 à seulement 13 % en 2021, chutant à 9 % en 2015 et culminant à seulement 26 % en 2017 (Secrétariat de la CCNUCC 2021 ; Organisation des femmes pour l'environnement et le développement ou WEDO 2022).

Engagements internationaux envers l'intégration de la participation des femmes aux politiques climatiques

Selon une analyse, près de 85 % des programmes stratégiques de genre visant à appliquer les Contributions déterminées au niveau national (CDN) en Afrique, faisaient état du genre et de mesures d'amélioration de la résilience des femmes au changement climatique et de promotion de leur accès au leadership dans la gouvernance climatique (Kovaleva et coll. 2022 ; Remteng et coll. 2021). En outre, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 est l'une des politiques spécifiques au climat qui ciblent la résilience et la gestion des risques de catastrophes (Assemblée générale de l'ONU 2015).

Initiatives et plans nationaux pour la promotion de la participation des femmes à la gouvernance climatique

Les programmes et les plans nationaux tels que les Plans nationaux d'adaptation (PNA), les Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA), les Plans nationaux de développement (PND) et les CDN sont devenus des instruments politiques essentiels. Ils visent des résultats politiques qui promeuvent la participation entière et

significative des femmes dans les décisions relatives au changement climatique et à la gouvernance des risques de catastrophes dans les institutions nationales et régionales. Parmi les pays du Sud dont les stratégies et plans nationaux ont adopté des approches prometteuses en matière de genre, citons la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Inde, le Nigeria, la République centrafricaine et la Tanzanie.

Prise de décision et leadership des femmes à l'échelle locale : rôle des politiques

Les initiatives politiques ont permis aux femmes de faire preuve d'un leadership efficace dans leurs communautés, prenant des décisions pour traiter des répercussions négatives du changement climatique et pour s'y adapter, comme la mise en place de systèmes d'alerte précoce et des efforts de reconstruction au Bangladesh, en Inde, au Mozambique et au Népal (Arnold et coll. 2014 ; Dankelman 2008 ; ministère de l'Environnement, République du Mozambique 2014).

Approches permettant d'améliorer la participation pleine et effective des femmes et leur leadership dans les processus politiques

L'étude a révélé que les politiques publiques utilisaient notamment des quotas, le renforcement des capacités et des incitations pour promouvoir la participation des femmes à la gouvernance climatique et à la gestion des risques de catastrophes. Les quotas de genre et les incitations à des quotas plus progressifs aux échelles institutionnelles et nationales peuvent engendrer une augmentation de la participation des femmes et de leur leadership dans la lutte contre le changement climatique, et dans les initiatives et processus décisionnel relatifs aux politiques de durabilité environnementale (Cook et coll. 2019).

Approches politiques en vue d'améliorer la résilience des femmes au changement climatique et aux catastrophes

L'un des objectifs essentiels en matière d'intégration du genre dans les politiques de changement climatique est le renforcement des capacités de résilience des femmes. Au niveau global, cela peut consister en des changements des normes fondées sur le genre et en un pouvoir accru des femmes dans la conception et l'application des politiques publiques. Cet éventail de politiques comprend l'élargissement de l'accès des femmes aux ressources et services productifs, le développement de leur capital humain et leur développement économique, et la lutte contre les normes de genre préjudiciables.

Élargissement de l'accès des femmes à des ressources et services productifs par le biais de politiques

Les mesures politiques contribuent fortement à améliorer la résilience des femmes en élargissant leur accès à ces ressources domestiques et communales et en leur donnant plus de contrôle sur celles-ci. Certaines politiques nationales comportent des mesures qui visent spécifiquement à améliorer l'accès et le contrôle par les femmes de ressources telles que les terres, les forêts, les informations, les services de vulgarisation et le crédit qui peuvent renforcer leur résilience et leur adaptabilité au changement climatique et à d'autres catastrophes connexes (Ampaire et coll. 2020 ; Kironde et coll. 2021).

Promotion du développement humain et de l'émancipation économique des femmes par le biais des politiques

Les initiatives de renforcement des capacités visant à accroître les connaissances techniques et le capital humain des femmes nécessaires à leur investissement dans des moyens de subsistance générateurs de revenus sont inhérentes à certaines politiques publiques. Ces initiatives, en combinaison avec l'émancipation économique des femmes, permettent de diminuer leur appauvrissement et de renforcer leur résilience au changement climatique et aux catastrophes. Parmi les exemples, citons les initiatives Swamajayanti Gram Swaraj gar Yojana et Kudumbashree (qui signifie « prospérité de la famille ») en Inde (Bonny et coll. 2023 ; Kandathil et coll. 2022).

Approches politiques de lutte contre les normes préjudiciables fondées sur le genre

Les valeurs et les comportements jugés appropriés pour les femmes dans les zones rurales ont malencontreusement des répercussions sur les politiques en matière de changement climatique et sur la capacité des femmes à répondre aux conséquences néfastes de ce changement (Acosta et coll. 2019). Les approches politiques telles que l'initiative Kudumbashree et le Plan national d'action sur le genre et le changement climatique au Nigeria visent par conséquent à éliminer les stéréotypes de genre et le sexisme qui entravent les capacités adaptatives et résilientes des femmes.

Perspectives politiques

- Menées tout autant par les hommes que par les femmes, les politiques devraient renforcer la mobilisation locale des ressources en vue d'une mise en œuvre locale plus spécifique au contexte. La dépendance excessive de l'aide et des fonds internationaux explique en partie pourquoi les

politiques du Sud en matière de changement climatique n'émancipent pas les femmes.

- Le renforcement de la résilience au changement climatique des femmes exige une cohérence entre toutes les politiques nationales, régionales et locales. Ainsi, les CDN doivent être ancrées dans les PND, les PNA, les PANA et les autres politiques sur le genre. Il est également essentiel de coopérer avec d'autres agences en vue du suivi des cadres de chaque ministère et cycle de planification budgétaire, et d'inclure l'harmonisation et l'intégration des politiques dans les mesures de performance.
- Une mise en œuvre réussie et efficace des politiques relatives au genre et au changement climatique exige également le renouvellement des engagements politiques et institutionnels, ainsi qu'un leadership unifié de la part du gouvernement. Le mandat des agences responsables de la mise en œuvre de telles politiques doit être clair et bénéficier d'un soutien continu, quels que soient les changements de gouvernement ou de direction institutionnelle.
- La promotion de la participation pleine et effective des femmes, et de leur leadership dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures politiques devrait accompagner la mise en place de politiques de lutte contre le changement climatique et le renforcement de la résilience climatique des femmes.
- La plupart des politiques et des plans nationaux utilisent des quotas de genre pour émanciper les femmes. Les quotas sont essentiels pour augmenter la représentation des femmes dans les politiques et les programmes climatiques. Cependant, ils devraient être utilisés conjointement avec des approches plus larges (par exemple, le ciblage des normes fondées sur le genre et le renforcement des capacités de leadership des femmes), et non comme la panacée de l'émancipation des femmes.
- Le suivi et l'évaluation robustes de la mesure dans laquelle les politiques mises en œuvre peuvent améliorer la participation des femmes à la gouvernance climatique et renforcer leur résilience au changement climatique ne sont pas suffisants. Par conséquent, un système robuste de suivi et d'évaluation devrait faire partie intégrante des politiques afin d'en mesurer les effets escomptés.

Références :

Acosta, M., S. van Bommel, M. van Wessel, E. L. Ampaire, L. Jassogne, et P. H. Feindt. 2019. Discursive translations of gender mainstreaming norms: The case of agricultural and climate change policies in Uganda. *Women's Studies International Forum* 74: 9–19. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2019.02.010>

Ampaire, E. L., M. Acosta, S. Huyer, R. Kigonya, P. Muchunguzi, R. Muna, et L. Jassogne. 2020. Gender in climate change, agriculture, and natural resource policies: Insights from East Africa. *Climatic Change* 158 (1): 43–60. <https://doi.org/10.1007/s10584-019-02447-0>

Arnold, M., R. Mearns, K. Oshima, et V. Prasad. 2014. *Climate and Disaster Resilience: The Role for Community-Driven Development*. Washington, DC: Banque mondiale.

Assemblée générale de l'ONU. 2015. *Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 : Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 3 juin 2015*. <https://www.preventionweb.net/files/resolutions/N1516717.pdf>

Bonny, B. P., K. P. Sudheer, et S. Smitha. 2023. *Engendering Agricultural Development: Dimensions and Strategies*. CRC Press.

Cook, N. J., T. Grillos, et K. P. Andersson. 2019. Gender quotas increase the equality and effectiveness of climate policy interventions. *Nature Climate Change* 9 (4): 330–334. <https://doi.org/10.1038/s41558-019-0438-4>

Dankelman, I. E. M. 2008. *Gender, Climate Change and Human Security Lessons from Bangladesh, Ghana and Senegal*. <https://repository.uhn.ru.nl/bitstream/handle/2066/72456/72456.pdf>

Kandathil, G., P. Varma, et R. M. R. Turaga. 2022. *A Women-Inclusive Emancipatory Alternative to Corporate Capitalism? The Case of Kerala's State-Instituted Kudumbashree Programme*. Cambridge University Press. <https://vslir.iima.ac.in:8443/xmlui/handle/11718/25788>

Kironde, M. S., O. S. Durodola, et C. M. Kanyunge. 2021. Integration of gender considerations into Tanzania's climate and water policies. *Water Policy* 24 (1): 101–116. <https://doi.org/10.2166/wp.2021.174>

Kovaleva, M., W. Leal Filho, C. Borgemeister, et J. W. Kalungu. 2022. Understanding Needs and Potentials for Gender-Balanced Empowerment and Leadership in Climate Change Adaptation and Mitigation in Africa. *Sustainability* 14 (15): 9410. <https://doi.org/10.3390/su14159410>

Ministère de l'Environnement, République du Mozambique. 2014. *Climate Change and Gender Action Plan (Phase II) for the Republic of Mozambique*. https://www.climateinns.org/sites/default/files/asset/document/2014_IUCN_Climate-Change-Gender-Action-Plan-Mozambique.pdf

Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO). 9 juin 2022. Women's Participation in the UNFCCC: 2022 Report. WEDO. <https://wedo.org/womens-participation-in-the-unfccc-2022-report/>

Remteng, C., J. Nkem, L. Mofor, et J. Murombedzi. 2021. Gender in the nationally determined contributions of African countries: A way forward for effective implementation of adaptation and mitigation strategies. *Ecofeminism and Climate Change* 3 (1): 2–22. <https://doi.org/10.1108/EFCC-01-2021-0001>

Secrétariat de la CCNUCC. 2021. *Composition par sexe. Rapport du secrétariat*. CCNUCC https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2021_04F.pdf

Résultats politiques espérés pour le renforcement de la résilience ● et de la participation ●

ICARDA Science for resilient livelihoods in dry areas		CGIAR		Amélioration de la sensibilité au genre des politiques climatiques	Accroissement de la résilience des systèmes agroalimentaires	Augmentation de la participation des femmes à la gouvernance des catastrophes	Renforcement de l'autonomisation et du leadership des femmes dans la gouvernance climatique	Action climatique tenant compte du genre	Élargissement de l'accès des femmes à des ressources productives	Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience des femmes	Intégration d'actions sensibles au genre dans les politiques agricoles
Statut et rôle des femmes dans l'élaboration des politiques climatiques à de multiples échelles	Engagements internationaux envers l'intégration du genre dans les politiques nationales de changement climatique	●	●	●	●	●	●	●			
	Prise de décision et leadership des femmes à l'échelle locale : rôle des politiques	●		●		●	●		●		
Plans et cadres nationaux d'intégration du genre	Plans nationaux d'adaptation (PNA)	●						●			
	Programmes d'action nationale d'adaptation (NAPA)	●									
	Contributions déterminées au niveau national (CDN)							●	●	●	
	Plans nationaux de développement (PND)	●									●
Approches permettant d'améliorer la participation pleine et effective des femmes et leur leadership	Quotas visant à accroître la représentation des femmes dans les politiques et les initiatives climatiques	●					●	●			●
	Renforcement des capacités des femmes à participer à la prise de décision	●	●			●	●	●			
	Initiatives visant à garantir la participation des femmes à la prise de décision								●		
Approches politiques visant à renforcer les capacités de résilience des femmes	Élargissement de l'accès des femmes aux ressources et services productifs par le biais de politiques	●							●		
	Rôle des politiques dans la promotion du développement humain et de l'émancipation économique des femmes	●								●	
	Mesure dans laquelle les approches politiques prennent en compte les résultats relatifs au bien-être							●	●	●	

